

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installations classées

Modification des conditions d'exploitation de
la carrière située au lieu-dit « Le Rocher »
commune de Chenillé Changé.

Arrêté DIDD – 2010 n° 625

A R R E T E

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU Le code de l'environnement notamment son livre V - titre 1er,
- VU L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU L'arrêté préfectoral du 9 janvier 1998 approuvant le schéma départemental des carrières,
- VU L'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU L'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 autorisant la société SAS HERVE à exploiter la carrière au lieu-dit « Le Rocher » à Chenillé Changé pendant 30 ans,
- VU La demande de modification transmise le 30 mai 2008 puis complétée les 11 et 26 février 2009, par la société SAS HERVE, à monsieur le préfet, afin de modifier les conditions d'exploitation de la carrière notamment par la création d'un tunnel sous la route départementale n° 78,
- VU Le rapport de l'inspection des installations classées du 13 septembre 2010,
- VU L'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite « des carrières » de Maine et Loire en date du 26 novembre 2010,

Considérant que la modification sollicitée par l'exploitant, dans sa demande susvisée, ne fait pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement et que par conséquent, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement un arrêté préfectoral peut être établi,

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement que peuvent entraîner les modifications des installations présentes sur la carrière ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er – Dispositions applicables

L'exploitation de la carrière située au lieu dit « Le Rocher » par la société SAS HERVE, est poursuivie dans les conditions énoncées par l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005, complétées par celles du présent arrêté et compte tenu de la demande de modification susvisée.

ARTICLE 2 – Convoyeurs – Traversée de la RD78

Les dispositions de l'article 3-1-4 de l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le transfert des matériaux entre les installations de criblage, concassage primaire implantées (dans la zone d'extraction à l' Est de la RD78) et les installations de traitement secondaires se fait par un convoyeur couvert, passant en tunnel sous la RD 78.

La traversée des engins et véhicules entre les zones de la carrière à l' Est et à l' Ouest de la RD78 se fait à un lieu de passage unique. Des dispositions adaptées (signalisation,...) sont mises en place, en accord avec le gestionnaire de la voie, de part et d'autre de ce passage sur la RD78.

ARTICLE 3 – Stabilité

Les dispositions de l'article 3-4-7 de l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 sont complétées par les dispositions suivantes :

Avant mars 2011, à l'exception des fronts Sud supérieurs existant à la date du présent arrêté, l'ensemble des fronts d'exploitation résiduels aura une hauteur ne dépassant pas 15 m.

Pour ce qui concerne les fronts Sud dans leur ensemble (fronts en partie basse remblayée et fronts supérieurs), l'exploitant fera réaliser, dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, par un cabinet spécialisé, une étude de stabilité géotechnique, afin d'évaluer si les mesures prévues sont satisfaisantes et suffisantes pour assurer leur stabilité. Cette étude sera transmise à l'inspection des installations classées. Dans l'hypothèse où les conclusions de cette étude conduiraient à prévoir des modifications ou des compléments aux dispositions prévues, l'exploitant en informera immédiatement monsieur le préfet et fournira un programme échéancé des travaux à réaliser.

Les banquettes résiduelles entre les gradins résiduels auront une largeur ne pouvant être inférieure à 5 mètres.

ARTICLE 4 – Garanties financières

Les montants des garanties financières prévus à l'article 6-2 de l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

- 352 896 € pour la phase 2
- 357 346 € pour la phase 3
- 295 329 € pour la phase 4
- 285 446 € pour la phase 5
- 285 446 € pour la phase 6

Ces montants étant définis par référence à l'indice TP 01 de janvier 2010 égal à 635,2.

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chenillé Changé et affichée à la porte de la dite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de Chenillé Changé puis envoyé à la préfecture.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 7

Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SAS HERVE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8

Le texte complet peut être consulté à la préfecture, à la sous préfecture de Segré et à la mairie de Chenillé Changé.

ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Segré, le maire de la commune de Chenillé Changé, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le 27 décembre 2015.

Pour le Préfet et par délégation

le Secrétaire Général



Alain ROUSSEAU

